



Nathalie Kosciusko-Morizet en visite au CIRD

Mi-décembre, Nathalie Kosciusko-Morizet, secrétaire d'État à la Prospective et au Développement de l'économie numérique, et l'ambassadeur de France au Burkina Faso ont effectué une visite au Centre d'information sur la recherche et le développement (CIRD). Inauguré en 2001, le CIRD est en effet l'un des plus grands centres de documentation modernisés de Ouagadougou. Il est le fruit du partenariat de trois institutions françaises : la Coopération française, le Cirad et l'IRD.

L'IRD honoré au Niger

La représentation de l'IRD à Niamey a reçu le 26 janvier la visite d'Oumarou Sidikou, ministre des Enseignements secondaire et supérieur, de la Recherche et de la Technologie. Le représentant de l'Institut, Gilles Besançon, et des chercheurs de l'IRD ont présenté à cette occasion au ministre et à son équipe les missions de l'Institut ainsi que ses différents programmes de recherche au Niger. Au terme de sa visite, Oumarou Sidikou a décerné à Gilles Besançon un « témoignage officiel de satisfaction », au nom du gouvernement du Niger, pour les services rendus par l'IRD à la nation nigérienne depuis 1957, date de son implantation.



▲ Le ministre de la Recherche et le représentant de l'IRD.

L'IRD membre de trois « alliances »

Depuis avril dernier, plusieurs « alliances » scientifiques ont été créées sous l'impulsion du ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur. L'IRD est membre de trois de ces alliances. La dernière née, baptisée AllEnvi, œuvre dans le domaine des sciences de l'environnement. Dans celui des sciences de la vie et de la santé, l'alliance se nomme Aviesan tandis qu'Ancre s'articule autour de la recherche pour l'énergie.

L'IRD signe en Méditerranée orientale



Accord avec le Centre national de la recherche scientifique du Liban.



▲ Accord avec le Fonds égyptien pour la science et le développement technologique.



Accord cadre avec le Haut Conseil jordanien pour la science et la technologie.



▲ Accords cadres avec l'université de Damas et le Centre arabe pour les études sur les zones arides et les terres sèches.

◀ Jean-Marc Leblanc, représentant de l'IRD au Burkina Faso, et la secrétaire d'État, Nathalie Kosciusko-Morizet, au CIRD.

La filière de l'huile d'olive

Après le Maroc en 2004 et la Sicile en 2006, c'était au tour de la Tunisie d'accueillir en décembre dernier le troisième colloque OliveBioteq.

L'Institut de l'olivier (Tunisie) est le principal artisan d'OliveBioteq 2009, en collaboration avec une dizaine d'institutions tunisiennes et des organismes internationaux tels que la Commission européenne, le Centre international des hautes études agronomiques à Montpellier et l'IRD. C'est ce dernier qui a porté l'initiative de séminaires scientifiques sur la culture de l'olivier autour de la Méditerranée. Dédié aux « biotechnologies et qualité des produits de l'olivier dans le bassin méditerranéen », OliveBioteq regroupe tous les deux ans des experts scientifiques, des professionnels et des gestionnaires de la filière oléicole et des décideurs politiques. Sevastianos Roussos (IRD, UMR Imep) se fait conteur pour expliquer l'importance du sujet : « L'histoire de la culture de

l'olivier se confond avec celle de la Méditerranée au point que l'olivier est devenu le symbole de cette région dans le monde, et il ajoute, plus pragmatique, la gestion et la mise en valeur de l'espace méditerranéen sont fortement liées au secteur oléicole. » Venus des deux rives de la Méditerranée*, plus de 300 acteurs de l'oléiculture ont débattu du patrimoine oléicole méditerranéen, des pratiques de culture, de la gestion de l'eau et du développement durable de l'olivier, de la fabrication de l'huile d'olive, de la valorisation des produits de l'olivier et des perspectives des marchés oléicoles. Pour S. Roussos, cette 3^e édition a été l'occasion de sensibiliser ses partenaires à la préservation de l'équilibre écologique dans les oliveraies et de mettre l'accent sur la traçabilité de la



© IRD/J.-P. Montoroi

filière « huile d'olive ». « Cette traçabilité est exigée sur le marché international. La France est d'ailleurs pionnière en ce domaine, avec plusieurs AOC » explique-t-il. L'IRD en a profité pour faire passer le message sur la valorisation des sous-produits post-récolte de l'industrie oléicole. Ces coproduits considérés comme déchets, voire polluants, peuvent être transformés en composés à haute valeur ajoutée ou utilisés comme substrat pour diverses applications en biotechnologie. Il y a une deuxième vie après le pressage démontrent, preuves à l'appui, plusieurs équipes de l'IRD.

Après ces échanges fructueux sur les avancées technologiques, certains participants ont d'ores et déjà lancé des

initiatives dans le domaine. Par exemple concernant la qualité et la traçabilité de l'huile d'olive, un réseau d'experts (du Nord et du Sud) va voir le jour. Le prochain OliveBioteq aura lieu en Grèce fin octobre 2011.

* Maroc, Algérie, Tunisie, Italie, Espagne, France, Grèce, Turquie, Palestine, Jordanie, Égypte.

Contact

Sevastianos Roussos, s.roussos@univ-cezanne.fr Institut méditerranéen d'écologie et de Paléoécologie

En savoir plus

www.Olivebioteq.ird.fr

Des agriculteurs planchent sur leur avenir

Approche originale pour une situation singulière, des spécialistes de l'irrigation agricole ont organisé des ateliers collaboratifs avec des paysans de la plaine de la Mitidja, aux alentours d'Alger. « Dans le contexte particulier de cette région, où se mêlent des politiques agraires officielles perçues comme rigides et des pratiques informelles pour les contourner, une démarche participative semblait tout à fait appropriée, explique l'agronome Amar Imache¹. Nous voulions en effet identifier les contraintes actuelles qui pèsent sur le développement de l'agriculture dans l'arrière-pays algérois, et bâtir des scénarios d'évolution pour l'avenir, avec tous les acteurs concernés. » L'organisation des exploitations dans cette province – véritable garde-manger et verger pour toute la région d'Alger –, a subi plusieurs réformes successives depuis l'indépendance en 1962. Les fermes coloniales ont été nationalisées et transformées tour à tour en domaines autogérés, en coopératives, en domaines agricoles socialistes, et sont devenues depuis 1987 des exploitations agricoles collectives, et parfois individuelles. « Les cultivateurs attributaires de ces concessions collectives sont supposés les mettre en valeur collectivement et dans l'indivision, précise l'agronome. Mais cette règle de travail collectif et de non-partage de la terre n'est guère respectée, et 70 % de ces entreprises sont divisées de fait. » Difficile dans ces conditions de mener des enquêtes conventionnelles ou d'imposer une expertise externe, tandis qu'une bonne part des exploitants travaillent individuellement ou sous-louent indûment des terres, et s'organisent en dehors du cadre formel pour gérer les différents facteurs de production que sont le foncier, l'eau ou le capital. « Nous souhaitons associer à

la réflexion sur l'activité agricole tous ceux qui y participent, attributaires, locataires et institutions locales. C'était un gage pour connaître et considérer tous les arrangements officieux. » Concrètement, les ateliers se sont attachés à projeter les participants dans un avenir dont ils sont acteurs à part entière. Certains groupes réunissaient

des agriculteurs, d'autres des opérateurs institutionnels, avant de les rassembler. Chacun était incité à envisager les choses de son point de vue, puis à permuter pour les considérer depuis la position des autres protagonistes. « Cette combinaison vise à impliquer les participants dans un processus d'apprentissage social, pour aboutir à une discussion constructive et faire émerger des solutions partagées, dans une optique de cogestion des problèmes identifiés ». Ces travaux ont pointé les difficultés issues du dysfonctionnement du réseau collectif d'irrigation, et ont permis d'en cerner les causes. Un travail de planification stratégique s'en est suivi, pour déterminer les réponses à apporter, les moyens à mettre en œuvre et les responsabilités

que devait endosser chaque acteur. Enfin, les résultats obtenus et la pertinence même de la démarche participative ont été évalués : à chaud auprès des groupes, mais aussi plus tard, lors d'entretiens individuels avec les participants. Cet outil novateur, qui avait déjà été utilisé dans des conditions comparables au Maroc, semble avoir de l'avenir.

1. Qui vient de soutenir une thèse sur ce sujet. Un travail mené au sein de l'UMR G-EAU (Gestion de l'eau, acteurs et usages), encadré par Patrick Le Goulven de l'IRD et appuyé par le Département soutien et formation des communautés scientifiques du Sud.

Contacts

patrick.legoulven@ird.fr amar.imache@lisode.com



70 % des exploitations agricoles collectives de la Mitidja ont été divisées de facto, et sont cultivées par de petits agriculteurs.

Interview d'Isabelle Guérin

« Dans les pays du Sud... le recours à l'emprunt semble avoir explosé »

Le surendettement des ménages dans les pays développés, aux États-Unis en particulier, a éclaté au grand jour avec la crise financière. Qu'en est-il de l'endettement des ménages dans les pays du Sud ? En marge d'un récent séminaire sur le sujet¹, l'économiste Isabelle Guérin² apporte des éléments de réponse.

Sciences au Sud : Les ménages du Sud sont-ils très endettés ?

Isabelle Guérin : Les conditions sont réunies pour qu'ils le soient : ils sont pauvres, ne bénéficient pas ou peu de protection sociale et sont fréquemment confrontés à un contexte de sous-emploi chronique. De plus, les économies du Sud connaissent certaines des difficultés qui ont favorisé le surendettement dans les pays du Nord : un ralentissement de la croissance, une absence de redistribution des richesses – et donc l'accroissement des inégalités – et un désir frénétique de consommer. Même dans les pays du Sud, les pauvres veulent un jean, des baskets de marque et un téléphone portable. Et ils sont prêts à se saigner pour ça : le recours à l'emprunt semble avoir explosé dans les dernières années. Mais le phénomène de surendettement reste difficile à mesurer, car la finance informelle est prépondérante auprès des ménages et des petites

entreprises, dans la plupart des pays du Sud. Dans la partie méridionale de l'Inde, on estime ainsi qu'elle représente 70 % des pratiques financières dans les zones rurales.

SAS : L'endettement améliore-t-il ou aggrave-t-il la situation économique des ménages ?

IG : Tous les cas de figure existent, même les plus improbables : ainsi, des conditions usurières d'endettement informel, où le créancier-proprétaire terrien contrôle à la fois l'accès au crédit, à la terre et à l'emploi, maintiennent des formes extrêmes d'inégalité tout en constituant la moins mauvaise forme de protection à court terme qu'aient trouvée les familles. Sous certaines conditions, et en fonction de la manière dont elles sont articulées avec les autres ressources, certaines formes de crédit peuvent permettre de dynamiser les économies locales et faciliter des trajectoires de sortie de la pauvreté. Et à

l'inverse, certaines formes de crédit peuvent maintenir *ad aeternam* les ménages dans le dénuement, voire les y plonger de manière catastrophique. De toute évidence, l'accumulation des dettes est un facteur de paupérisation ou, pour le moins, de maintien dans la pauvreté. En fait, il semblerait que ce soit un facteur supplémentaire de différenciation sociale, entre ceux qui arrivent à se servir de l'accès au crédit sous toutes ses formes, et qui en tirent profit, et ceux qui n'y arrivent pas.

SAS : Une crise de surendettement menace-t-elle les pays du Sud ?

IG : Compte tenu de la place occupée par la finance informelle, on ne peut pas se prononcer catégoriquement, faute d'indicateurs. Mais justement, la cohabitation entre des pratiques contractuelles récemment introduites – comme le crédit bancaire et la microfinance – et les nombreuses formes traditionnelles d'endettement multiplie les possibilités de

rembourser. Quand un débiteur du Nord ne peut se retourner que vers les organismes financiers établis, son *alter ego* du Sud panache allègrement les sources de crédits. Malgré un taux d'endettement très élevé, la multiplicité des offres de la finance informelle, et le nombre infini de moyens de remboursement qu'elle autorise, peuvent permettre d'éviter l'explosion de bulles de surendettement. Pour autant, cet engagement financier très élevé et chronique n'est guère compatible avec des trajectoires durables d'accumulation et de réduction des inégalités. La dette a nécessairement un coût, et généralement, plus les gens sont pauvres et plus il est élevé. ●

1. *From debt to over-indebtedness. Processes, practices and meanings*, IEDS Paris, 7-8 décembre 2009.
2. UMR Développement et sociétés.

Contact

isabelle.guerin@ird.fr



L'endettement des ménages du Sud est très élevé. Pour ces femmes, clientes de la microfinance au Bangladesh, l'heure est au remboursement.

Journée de la télédétection

Bientôt, le sud-ouest de l'océan Indien disposera d'un pôle d'excellence en télédétection spatiale pour la gestion durable des territoires.



La plate-forme de télédétection SEAS-Guyane.

Le futur système de réception directe des satellites d'observation de la Terre était au cœur des échanges consacrés à la télédétection fin 2009 à l'ur de St-Pierre sur l'île de la Réunion. Très attendue par les décideurs locaux et les scientifiques, cette station à vocation régionale devrait être opérationnelle en 2011 dans le cadre du programme de Surveillance de l'Environnement Assistée par Satellites dans l'océan Indien. Elle préfigure la création d'un pôle d'excellence qui sera abrité par le campus universitaire de St-Pierre. Le programme SEAS-océan Indien, proche cousin de SEAS-Guyane, s'articule autour d'un système complet de réception, d'acquisition et de traitement d'images issues de satellites dédiés à l'observation de la Terre. Par sa démarche fédérative inter-établissements, il épouse la politique spatiale européenne et les directives ministérielles. Dans ce contexte, un atelier sur la télédétection s'est tenu à Madagascar fin 2009 au cours duquel les représentants de plus de 40 institutions ont exprimé leurs attentes dans les domaines de la gestion des risques naturels, de l'environnement, de l'agriculture et de la pêche. Les participants ont également reçu une formation spécifique aux outils de traitement développés par le CNES.

Pendant les Journées réunionnaises de la télédétection¹, les besoins et les acquis des chercheurs dont les problématiques concernent le sud-ouest de l'océan Indien ont été analysés tandis que le programme pluriformation livrait son bilan. Quatre ans d'une initiative mise en œuvre entre l'IRD et l'université de la Réunion, au cours desquels près de 40 étudiants, chercheurs et ingénieurs ont bénéficié d'exposés sur la thématique *Télédétection, Analyse d'images et Analyse spatiale*. Ce fut aussi l'occasion de présenter la base de données du programme Kalidéos. Porté par le Cnes, ce dernier met gratuitement à disposition de la communauté scientifique et des collectivités locales des données Spot acquises depuis 1986 et joue ainsi le rôle de catalyseur pour des projets de recherches multi-thématiques. ●

1. Le succès de ces journées revient à l'université de la Réunion, au Cnes, à l'IRD, au Cirad et à la Région Réunion.

Contact

nicolas.villeneuve@ird.fr
Unité Espace

Conserver l'histoire de l'irrigation en Méditerranée

Sauver les archives de l'irrigation agricole en Méditerranée : une nécessité pour construire l'avenir.

Bousculant la quiétude ordinaire des rencontres scientifiques, le géographe des eaux Thierry Ruf¹ a lancé un véritable cri d'alarme à l'occasion d'un récent colloque international à Rabat au Maroc² : « Il faut sauver les archives de l'irrigation agricole en Méditerranée ! » Le chercheur explique que ce patrimoine multiforme, qui permet de reconstituer le passé récent des réseaux, est essentiel pour construire un avenir durable de la ressource. Il rappelle que toute la région, de

l'Orient à la Méditerranée, doit son développement à des techniques ancestrales de domestication des eaux, sous formes de canaux d'arrosage ou encore de galeries drainantes (khetarras au Maroc, foggara en Algérie, qanat en Iran). Ces mines souterraines vont capter les nappes phréatiques, et depuis des siècles, elles permettent de cultiver des régions arides en apparence et de créer artificiellement les oasis. En quelques décennies, des réseaux modernes, d'initiative nationale ou privée, sont venus se superpo-

ser aux ouvrages traditionnels, sur le mode du renfort ou de la concurrence. « Préserver la mémoire des institutions qui gèrent l'eau, en protégeant et en exploitant leurs archives disséminées, est indispensable pour comprendre les crises actuelles et passées, et apprendre à les éviter dans le futur », plaide le scientifique. Car toutes ces infrastructures ont des instances de gouvernance et de gestion distinctes : locales et collectives pour les khetarras, régionales ou centralisées pour les importants projets modernes, et privées pour les captages individuels et les canalisations industrielles. Il existe des documents de multiples natures, plus ou moins bien conservés dans autant de mains et de lieux différents : des écrits détenus par les familles ou par les juges de l'eau dans les communautés villageoises, des données techniques et administratives dans les services de l'État ou des provinces, des actes, des images aériennes et des rapports anciens dans les archives sur l'époque coloniale. « Il faut préserver ces traces du passé, mais aussi et surtout celles des actions contemporaines qui semblent particulièrement menacées », enjoint le chercheur, s'adressant aux acteurs scientifiques et politiques et aux agences de développement. Pour illustrer l'intérêt qu'il y a à connaître l'histoire des réseaux et des modalités de leur mise en œuvre, le géographe évoque deux exemples

marocains contradictoires. Celui de la vallée de la Dra, où existait un système traditionnel de seguias communautaires gérées par les élites autochtones, et où l'intégration d'une nouvelle population agricole, issue de l'émancipation des esclaves locaux, a été efficacement négociée. Et à l'opposé, celui de la région de Marrakech, où les connexions entre anciens et nouveaux réseaux n'ont pas été bien établies. On a incité les populations les plus aisées à faire des forages et à se rendre autonomes, et l'accaparement des ressources souterraines pour les zones urbaines et irriguées s'est fait aux dépens des communautés rurales. Enfin, Thierry Ruf considère l'annonce de la fondation prochaine d'un centre muséographique des khetarras du Maroc³, comme un signe d'espoir. ●

1. IRD – *Dynamiques socio-environnementales et gouvernance des ressources*.

2. « Histoire comparée des irrigations en Méditerranée », 8-9 octobre 2009, Bibliothèque nationale du royaume du Maroc, rencontre finale du projet FSP sciences sociales au Maghreb 2007-2009/Archives de l'irrigation en Méditerranée.

3. Fruit du travail de coopération entre l'université de Marrakech, l'Institut agronomique et vétérinaire Hassan II de Rabat et l'IRD, associés à Supagro et à l'Institut des régions chaudes de Montpellier.

Contact

thierry.ruf@ird.fr



Entretiens avec les acteurs de la gestion de la khetarra.

Natura Maxima
Olivier Dangles, François Nowicki, Édition IRD, diffusion@ird.fr, 39 €



Ce superbe livre au grand format ne laissera pas indifférent. Il s'agit d'une véritable ode à la biodiversité, avec comme lieu privilégié l'Équateur, l'un des quelques pays à héberger une partie importante de notre patrimoine biologique mondial. Le titre de la version espagnole, « Biota Maxima », dit tout ce qu'il y a à dire sur l'exubérance de la Nature dans ce pays. Les photos saisissantes d'animaux, plantes et paysages, ainsi qu'un design hors du commun en font un livre pour tout un chacun. Un deuxième regard plus attentif sème cependant un doute : ne serait-ce pas un livre pour spécialiste, à conserver proche de la paire de jumelles et à consulter régulièrement ? Les plus de 600 références dans des revues scientifiques spécialisées, les chapitres consacrés à l'éducation des enfants ou encore les légendes au contenu nettement plus informatif que dans la plupart des « beaux » livres sont autant de signes. Le contenu scientifique est de première qualité, et va jusqu'à présenter de nouvelles données, telles ces abeilles qui lèchent les narines des tortues afin d'extraire le sel. C'est en cela que cet ouvrage est un véritable tour de force, unique pour les

Andes et à ma connaissance pour l'Amérique tropicale : allier la pertinence scientifique à une quête esthétique. Avec de surcroît une mission, celle de faire partager des moments uniques et des images spectaculaires pour que nous ne détruisions pas davantage ce que nous aimons au premier regard. Mission plus que réussie pour Olivier Dangles et François Nowicki qui, tout en évitant les sermons éculés, choisissent de verser l'intégralité de leur recette au parc national Yasuni dont la remarquable diversité biologique est mise à l'honneur dans cet ouvrage.

Par Jérôme Casas
Professeur à l'université de Tours



Le tsapiky, une jeune musique de Madagascar.
Ancêtres, cassettes et bals-poussières

De Julien Mallet, Édition Karthala, collection Hommes et sociétés, 30,80 €



Tout voyageur s'étant rendu à Madagascar ne peut manquer d'être saisi par l'importance que tient la musique dans la vie quotidienne de l'île. Musique moderne, accompagnée de figures de danse, de chants aux messages multiples, le tsapiky est emblématique de la région de Tuléar (sud-ouest de Madagascar). En analysant l'ancrage et les rouages d'un « système tsapiky », l'ouvrage met en évidence un type inédit de rapport entre la ville et la campagne, entre les aînés et les cadets, entre l'espace cérémoniel et celui d'un marché naissant dans une ville en pleine ruralisation. Tout en étant centré sur Madagascar, ce livre recoupe des questions fondamentales qui traversent les sociétés contemporaines. Les enjeux noués autour de la mondialisation, tout comme le rôle de la musique dans la construction de processus identitaires ou l'affirmation de nouveaux liens sociaux, traversent les espaces. Cet ouvrage s'est vu décerner le « coup de cœur de Musique du Monde 2009 » de l'Académie Charles-Cros.

Anthropologie politique de la globalisation

De Bernard Hours et de Monique Selim, Éditions L'Harmattan, 25,50 €

La globalisation ne met pas un terme aux diverses formes d'identités et d'altérités des hommes en société mais elle en modifie profondément la nature. Cet ouvrage entend aller au-delà du simple constat de nouvelles pratiques ethnographiques. Les auteurs tentent de produire une analyse anthropologique des normes qui constituent le ressort principal des processus de globalisation dans les domaines de la santé, du travail, de la sécurité, de l'éthique et de la moralité humanitaire. Ces normes sont portées par des acteurs idéologiques tels que les femmes, l'étranger, le pauvre, les ONG, figures symboliques ou organisations qui permettent leur résonance, leur réinterprétation, leur incorporation, leur diffusion. Le projet d'une gouvernance sécuritaire et globalisée privilégie une reproduction paisible de l'économie de marché. Dans ce cadre, une démocratie de consommateurs d'émotions remplace les sujets politiques. Les conséquences épistémologiques de ces mutations actuelles interpellent de façon décisive les anthropologues du présent.



Esquisses d'une anthropologie de la ville
Lieux, situations, mouvements

Michel Agier, Academia Bruylant, 18,50 €



Au moment où la ville, dit-on, se « défait », le regard anthropologique s'avère plus nécessaire que jamais pour retrouver, sans préjugé ni modèle a priori, les genèses et les processus recréant sans cesse et partout l'espace partagé de la ville. – Michel Agier a enquêté pendant plusieurs années dans les quartiers périphériques, les établissements précaires et les campements, en Afrique noire, en Amérique latine et plus récemment en Europe. Sur la base de cet ancrage ethnographique, il propose des pistes pour répondre à la question du « faire ville » aujourd'hui. – À partir de trois entrées ou « esquisses » distinctes et convergentes – les savoirs (La ville des anthropologues), les espaces (La ville à l'œuvre) et les situations (La ville en mouvements) –, l'ouvrage défend la possibilité et l'utilité pour tous (habitants, concepteurs, observateurs et réformateurs) d'une conception anthropologique de la ville.

Développement rural, environnement et enjeux territoriaux
Regards croisés Oriental marocain et Sud-Est tunisien

sous la direction de Pierre Bonte, Mohamed Eloumi, Henri Guillaume, Mohamed Mahdi, Cérés Éditions

L'ouvrage rend compte de recherches comparées sur les mutations des sociétés rurales et l'usage des ressources naturelles dans l'Orient marocain et le Sud-Est tunisien. Deux régions arides du Maghreb qui, à l'image de nombreux espaces du Sud méditerranéen, sont confrontées à des difficultés et risques sociaux, économiques et environnementaux. Dans un contexte de changement climatique et de pression humaine croissante sur les ressources naturelles, ces risques constituent des enjeux d'actualité et pèsent sur le devenir des populations. Cet ouvrage, qui réunit les contributions de 26 auteurs français, marocains et tunisiens, vient valoriser un programme de recherche réalisé dans le cadre du FSP « Coopération pour la recherche universitaire et scientifique » (Corus financé par le ministère français des Affaires étrangères et européenne. Cette coopération a principalement associé l'IRD, l'École nationale d'agriculture de Meknès-Maroc et l'Inra Tunisie.



Patrimoines partagés de la Méditerranée
Concept, gestion et mémoire collective

Sous la direction de Galia El Kadi et Sahar Attia, Éditions Bibliotheca Alexandrina et IRD



En mars 2005 à Alexandrie, l'IRD et l'université du Caire organisèrent, en collaboration avec l'Union européenne, le World Heritage Center de l'Unesco et la Bibliotheca Alexandrina, un colloque international portant sur le « patrimoine méditerranéen partagé ». Sur les soixante-quinze contributions présentées au colloque, vingt et un textes ont été retenus pour cette publication qui s'articule autour de trois thèmes : le concept et les enjeux ; la mémoire des lieux et la gestion du patrimoine. Ils reflètent le mieux les états du patrimoine moderne dans les pays du sud et du nord de la Méditerranée. En choisissant le terme « partagé » pour désigner un legs architectural et urbain commun aux peuples des deux rives de la Méditerranée et en organisant le colloque dans une ville dont le nom évoque et symbolise historiquement l'hybridation des cultures et l'éclectisme des arts et des architectures, nous avons une vision stratégique : œuvrer ensemble pour faire de ce legs un élément fondamental supplémentaire pour la construction d'une identité méditerranéenne.

Les territoires à l'épreuve des normes : révérents et innovations

Éditeurs : Said Bourjouf, Benoît Antheaume, Frédéric Giraut et Pierre-Antoine Landel, Coédition Lerma et Revue Montagnes Méditerranéennes, 30 €

L'émergence de nouveaux territoires pour le Maroc et l'Afrique du Sud traduit une complexité de leurs systèmes territoriaux devenus de plus en plus flexibles. Ces évolutions s'inscrivent dans des tendances qui marquent l'évolution des dispositifs nationaux avec les tentatives d'ajustement progressif des politiques d'aménagement entre, d'une part, équité et compétitivité des territoires, et d'autre part, cohésion, efficacité et intégration des espaces.



Le médecin du prince.
Voyage à travers les cultures

De Anne-Marie Moulin, Éditions Odile Jacob, 25 €



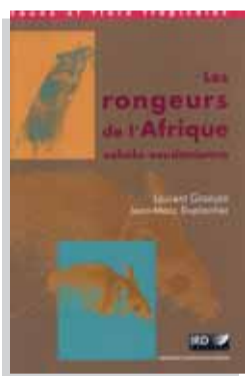
Pourquoi les princes ont-ils depuis toujours choisi d'être soignés par des médecins étrangers ? Ainsi Maimonide, médecin du sultan Saladin sous les croisades, Vésale, médecin de Charles Quint, Bernier, attaché au Grand Moghol à l'époque de Louis XIV, le Grenoblois Clot-Bey qui fonda l'École de médecine du Caire en 1827, ou encore cette femme qui radiographia pour la première fois le roi du Yémen dans les années 1950 et cette doctoresse britannique que le souverain d'Afghanistan s'attacha au tournant du XIX^e au XX^e siècle. Anne-Marie Moulin montre comment le médecin du prince a joué de multiples rôles, à l'intersection du pouvoir et du savoir. Comment il a contribué à l'organisation de la profession médicale et à la régulation de ses pratiques. Comment il a pris part aux innovations thérapeutiques et encouragé la recherche. Comment, face aux épidémies, il a consolidé la domination du prince et préfiguré les politiques de santé publique en faveur du peuple.

Un récit qui témoigne de l'universalité de la médecine dans l'entrechoc des cultures et des civilisations.

Faune et flore tropicales
Les rongeurs de l'Afrique sahélo-soudanienne

De Laurent Granjon et Jean-Marc Duplantier, Éditions IRD, 32 €

Ravageurs des cultures et des stocks alimentaires, réservoirs de maladies de l'homme et du bétail, les rongeurs sont aussi une composante majeure de la biodiversité. Or, aucun ouvrage de synthèse récent ne leur a été consacré pour l'Afrique sahélo-soudanienne, où ils sont omniprésents. Basé principalement sur les collectes et études menées depuis plus de trente ans par l'Institut de recherche pour le développement et le Muséum national d'histoire naturelle, cet ouvrage fait le point sur les 66 espèces de rongeurs présentes dans les six pays caractéristiques de cette zone : la Mauritanie, le Sénégal, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad. Après une présentation générale de la zone géographique étudiée, l'ouvrage traite de la biogéographie et de l'écologie des espèces, de leur implication dans les problèmes de santé humaine, des dégâts causés aux cultures et aux stocks, ainsi que de leur systématique évolutive.



Faire de l'anthropologie. Santé, science et développement

De Laurent Vidal, Éditions La Découverte, 26 €

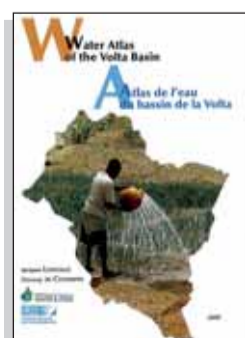


Qu'est-ce que « faire de l'anthropologie », comment « être anthropologue » aujourd'hui ? Pour répondre à ces questions, cet ouvrage s'intéresse à la « fabrique » de l'anthropologie : à partir de recherches menées dans le champ de la santé en Afrique, il invite en effet le lecteur à comprendre comment une recherche est imaginée, mise en place, suivie mois après mois et conclue, cela en se penchant sur les discussions et négociations engagées avec ses différents acteurs (collègues, populations « enquêtées », décideurs...). Partant de là, sont alors progressivement interrogées des préoccupations qui sont finalement au cœur de la pratique de toute anthropologie : la collaboration avec d'autres disciplines, la négociation de sa place dans le « monde de l'intervention » – ici la santé –, la dimension scientifique de sa démarche, soucieuse de comprendre l'existant mais aussi d'agir sur lui.

Le sida, la tuberculose, le paludisme ou la santé maternelle, tout comme les rapports à la maladie et les pratiques des soignants qui sont au cœur des recherches décryptées, permettent alors de dessiner une anthropologie critique des projets de recherche qui rend indissociables le regard sur l'autre (qu'il soit médecin, malade, décideur ou chercheur) et une attention à ses propres choix de chercheur (en matière de méthode, d'objet et de terrain). C'est à cette tentative-là – difficile à atteindre, jamais définitivement acquise – que l'anthropologie est invitée à céder.

Atlas de l'eau du bassin de la Volta
De Jacques Lemoalle et Devaraj De Condappa, Éditions IRD et CGIAR Challenge Program on Water and Food

L'Atlas de l'eau du bassin de la Volta regroupe un ensemble de données collectées ou élaborées lors d'un programme de recherche sur les usages de l'eau dans le bassin transfrontalier de la Volta. Apparaissent ainsi, à l'échelle du bassin, des caractéristiques originales dont la connaissance est précieuse pour mieux gérer une ressource qui conditionne l'alimentation et le bien-être des habitants du bassin et des régions périphériques.



L'enjeu migratoire en Guyane française

Frédéric Piantoni – Ibis Rouge Éditions



Dans l'ensemble sud-américain, comme dans celui de l'outre-mer français, la Guyane française se définit comme une périphérie singulière. Sous-peuplée, elle se caractérise aussi par la permanence d'un lien exclusif et monovalent avec le centre tutélaire métropolitain. Dès lors, l'articulation entre pouvoirs, mobilités et espaces – déclinée à plusieurs échelles dans l'espace et dans le temps – forme un cadre analytique intégrateur. Il permet de saisir les recompositions territoriales actuelles, caractérisées par une structure cloisonnée de l'espace guyanais et révélatrices d'un espace approprié mais non intégré... Cet ouvrage a obtenu le prix Lucien de Reinach 2009 (consacrant le meilleur ouvrage de sciences humaines sur les outre-mers tous les deux ans), décerné par l'Institut de France/Académie des sciences morales et politiques.



Portrait de Pierre Ottino
Archéologue à l'unité *Patrimoines locaux*



Exhumer le passé pour construire le futur

L'archéologie au service du développement ? Pour Pierre Ottino, archéologue spécialiste de la Polynésie, découvrir les vestiges laissés par les anciens est à la fois une façon d'enrichir le présent, mais aussi de reconstruire les fils d'une histoire tourmentée par l'arrivée des Occidentaux.

L'archéologie, juste une histoire de vieux cailloux ? Une idée qui ne plairait sans doute pas à Pierre Ottino, chercheur à l'unité de recherche *Patrimoines locaux* de l'IRD, pour qui le travail de l'archéologue est avant tout une aventure humaine. À 52 ans et après une trentaine d'années à passer d'île en île et de fouilles en fouilles, ce spécialiste de la Polynésie, et particulièrement des îles Marquises, reconnaît que « ce n'est pas tant découvrir de nouveaux sites ou d'exhumer des vestiges qui m'attire dans ce métier, mais plutôt les relations qui se tissent durant les chantiers et les rencontres qu'ils favorisent ».

Si les cultures colorées des îles du Pacifique enchantent le jeune Pierre Ottino qui les parcourt avec son père adoptif, José Garanger, un des premiers archéologues spécialistes de l'Océanie, rien n'est encore dessiné quant à sa carrière de chercheur. « Si, au départ, l'archéologie est plus une curiosité qu'une passion, je découvre à l'âge de 22 ans sur le chantier de fouilles de Pincevent en 1979, qu'elle est autant faite de vieilles pierres que de personnages venus de tous les pays pour les étudier. »

Ses terrains d'étude renouent avec le Pacifique et il passe les quinze premières années de sa carrière entre Tahiti et la Nouvelle-Calédonie, en passant par la Papouasie, le Vanuatu ou la Nouvelle-Zélande. Mais c'est l'archipel des îles Marquises et ses habitants qui finiront par le séduire. « Là-bas, l'archéologue ne travaille pas pour accumuler des connaissances ou des objets, mais véritablement

pour exhumer le passé et permettre aux Marquisiens de redécouvrir leur patrimoine culturel et environnemental », souligne Pierre Ottino, pour qui l'archéologue doit être « au service de la science tout autant que des communautés ». L'idée de les « dépouiller » de leurs vestiges au nom de la science lui est inacceptable. C'est donc une véritable archéologie pour et avec les communautés qu'il va développer, grâce à l'IRD qui l'accueille en 1982 comme allocataire de recherche, puis en 1985 comme chargé de recherche. Son mariage en 1985, avec l'ethno-historienne Marie-Noëlle de Bergh, lui apportera non seulement un fils, mais aussi une partenaire de recherche ouvrant ses travaux sur de nouvelles perspectives.

Le couple s'installe aux Marquises pour étudier l'organisation des sites anciens sur Nuku Hiva, Hiva Oa et Ua Pou, les

trois principales îles de l'archipel. Comprendre les principes d'aménagement de l'espace par une communauté au sein d'un territoire ne suffit pas à Pierre Ottino qui, en concertation avec la population locale lors des festivals des arts marquisiens organisés tous les quatre ans, s'engage dans l'étude et la restauration des sites qui serviront à accueillir les festivités. « Pour le site de Kamuihei sur Nuku Hiva, l'aventure a commencé avec une petite poignée de personnes pour restaurer un paepae¹... rapidement, les communautés se sont appropriées ce chantier et des dizaines de personnes ont afflué pour y travailler », explique Pierre Ottino. Ce dernier préfère voir un chantier archéologique non comme une fouille préalablement planifiée, mais plutôt comme « une aventure humaine où des repères lisibles se sont amenés, en fonction des moyens et du ressenti des

populations, à un relevé, un sondage étendu et éventuellement une restauration ». La progression se fait alors au fur et à mesure des implications de chacun et de l'intérêt qu'y porte la communauté. « Travailler pour exhumer le passé, l'histoire et la culture de groupes humains de telle sorte que chacun puisse s'y retrouver est fondamental... comment penser le développement s'il ne se construit pas sur un socle culturel et historique solide ? » questionne Pierre Ottino. Pour les Marquisiens, cette rupture avec leur histoire reste particulièrement sensible. Peuplées aux alentours du III^e siècle après J.-C., les îles Marquises comptent plus de 100 000 habitants au XVIII^e siècle. En l'espace d'un demi-siècle, les maladies introduites par les explorateurs occidentaux ne laisseront que deux mille survivants au début du XIX^e siècle. Avec aujourd'hui une population de 10 000 personnes, cet archipel situé à 1 500 kilomètres de Tahiti tente de retrouver une identité propre et de renouer avec une histoire chamboulée par le contact avec le monde extérieur.

« Les Marquisiens sont fiers de leur patrimoine mais le risque existe qu'ils s'en désintéressent s'il n'est pas mis en valeur », estime l'archéologue en soulignant le fort potentiel pédagogique et touristique qu'il représente. Ce travail de valorisation demande que des partenariats s'opèrent entre chercheurs de différentes disciplines, comme des ethnologues, des géographes, des botanistes, des linguistes et même des

artistes. Des pierres et des ruines seules n'apportent que peu de chose, si elles ne sont pas accompagnées d'études sur la vie des populations anciennes, leurs usages, leur art et leur langage.

« Ces travaux sur le terrain doivent être encadrés par des chercheurs compétents sans quoi le risque d'erreur est important, avec comme conséquence de construire un mensonge historique et d'appauvrir le patrimoine », insiste Pierre Ottino. Il souhaite donc que des formations soient assurées pour que des locaux puissent réaliser des relevés, des collectes de données, ou intervenir lors de travaux d'aménagement. L'objectif ultime serait que soit créée une antenne archéologique dans chaque archipel de Polynésie afin d'intégrer l'archéologie localement, d'assurer un suivi après le début des travaux par des chercheurs, de s'impliquer dans l'étude et la protection du patrimoine, et servir de relais au Service de la culture et du patrimoine basé à Tahiti.

Pierre Ottino a bien l'intention de continuer son partenariat avec les Marquisiens pour valoriser les sites déjà explorés et continuer à recenser et étudier les grands ensembles répartis sur des vallées entières. Une autre préoccupation du chercheur concerne la préservation de l'art lithique ancien qui se dégrade très rapidement, et dont certaines pièces pourraient disparaître dans un proche avenir si rien n'est envisagé pour leur préservation...

1. Plateforme en pierre qui recevait une habitation en matériaux végétaux.



© E. Omnier

Relevé de pétroglyphes par estampage sur papier kraft.

GPS, marégraphe et mouvement des plaques

Une combinaison de différents types de données permet aux chercheurs d'identifier des mouvements verticaux du plancher océanique avec une grande précision.

« En combinant GPS, données de pression en fond de mer et altimétrie satellitaire, nous avons montré que l'on pouvait déceler des mouvements verticaux du plancher océanique, de l'ordre du centimètre », annonce la géophysicienne Valérie Ballu¹. Ces travaux, menés au Vanuatu, ouvrent la voie au suivi des déformations de la plaque portant un archipel, au-delà même des rares terres émergées. « L'idée était de poursuivre en mer l'observation faite sur les îles, où on vient régulièrement relever avec un GPS la position de points précis, pour voir comment ils se sont déplacés », explique-t-elle.

L'Archipel du Vanuatu est située près d'une zone de subduction, à la convergence entre deux plaques océaniques. Ses îles subissent régulièrement des tremblements de terre² et elles se déforment au gré des événements sismiques, le sol montant ou descendant

selon les endroits³. « En pratique, un GPS ne peut mesurer l'emplacement d'un point du fond marin, précise la chercheuse, car les ondes émises par les satellites de positionnement ne pénètrent pas sous l'eau. »

En revanche, ces appareils, installés sur une plateforme (bouée ou navire), permettent de mesurer très précisément la position – verticale notamment – de la surface de l'océan à l'aplomb du point sous-marin à surveiller.

Et pour connaître la distance entre la surface et le point sur le fond, les scientifiques mesurent le poids de la colonne d'eau (qu'ils convertissent ensuite en hauteur) avec un capteur de pression⁴. Ils ont ainsi installé deux marégraphes permanents, fixés au récif à une douzaine de mètres de profondeur, l'un à proximité de la côte ouest de Santo (île située au centre-ouest de l'archipel du Vanuatu), et l'autre sur un haut-fond plus au large, à une cinquantaine de kilomètres dans la même direction. « En soustrayant la profondeur d'eau à la hauteur de la surface mesurée au GPS, nous connaissons la position verticale du point défini au fond de la mer, et nous pouvons suivre dans le temps son élévation ou son enfoncement. » Concrètement, les relevés GPS de surface sont effectués

lors de campagnes océanographiques annuelles, pendant lesquelles sont également collectées les données des marégraphes. Des calculs de moyenne permettent de lisser les variations du niveau de la mer et de la hauteur de sa surface, comme le creux ou la bosse des vagues, les courants et les marées. Ces informations de terrain ponctuelles sont croisées avec celles de satellites altimétriques⁵ qui balayent tous les dix jours le secteur où sont installés les capteurs de pression. Par ailleurs, les scientifiques ont également validé la méthode avec un marégraphe amovible, que l'on installe le temps d'une mesure sur un point d'ancrage au fond de la mer, en mesurant simultanément la hauteur de la surface de la mer par GPS cinématique⁶. « Ces techniques nous ont permis d'enregistrer en mer le déplacement consécutif à un séisme : nos marqueurs se sont élevés de 4 cm ! »

À terme, l'objectif de ce type de recherches est de développer des réseaux de mesure des mouvements tectoniques étendus en mer. Une des pistes pour la compréhension du cycle sismique, mais aussi pour une éventuelle prédiction précoce des tremblements de terre, repose en effet sur le suivi continu de la déformation du ter-

rain : d'infimes déplacements, précédant les cataclysmes, pourraient servir d'alerte.

1. CNRS/IRD, unité Géosciences Azur.
2. Onze séismes de magnitude > 7 depuis 1973.
3. Les mouvements verticaux observés à terre sont très forts, de l'ordre de ± 1 cm/an.
4. Aussi appelé marégraphe.
5. Par exemple, Topex-Poseidon, Jason, Jason2 ou Envisat sont des satellites qui mesurent la hauteur de la surface de l'eau avec des radars.
6. Récepteur en mouvement, dont les données sont interprétées par rapport à celles d'autres GPS considérés comme fixes et servant de référence.

Contacts

valerie.ballu@ird.fr
stephane.calmant@ird.fr

Bouée GPS servant à mesurer l'altitude de la surface de la mer à l'aplomb d'un point sous-marin instrumenté. ▶

Transport d'un marégraphe pour procéder à un relevé ponctuel de la position d'un point sous-marin. ▶



© IRD/E. Foüger